ARRÊTÉ D’AVANCEMENT D’ECHELON A LA CADENCE UNIQUE

**De Monsieur *(ou Madame)* …, *(grade)* …**

***Les mentions en italique constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de l’arrêté. Ils doivent être supprimés de l’arrêté définitif.***

Le Maire (*ou le Président*) de ...

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L522-2 et L522-10 à L.522-14 ;

Vu le décret n° … du … portant statut particulier du cadre d'emplois des…,

Vu le décret n° … du … portant échelonnement indiciaire applicable aux …,

Vu l'arrêté en date du … nommant Monsieur *(ou Madame)* … *(arrêté fixant la dernière situation de l'agent)*,

Considérant que Monsieur *(ou Madame)* … remplit les conditions d’ancienneté pour bénéficier d’un avancement d'échelon,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

A compter du …, Monsieur *(ou Madame)* …, *(grade)* …, bénéficie d’un avancement d’échelon comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| **Situation ancienne**  **au …** | **Situation nouvelle**  **au …** |
| Grade : …  Echelle : … **Echelon : …**  IB : … IM : …  Ancienneté (si existante)  : … | Grade : …  Echelle : … **Echelon : …**  IB : … IM : …  Sans reliquat d’ancienneté |

***Le cas échéant :***

*Si l’agent bénéficie d’une clause de maintien d’indice à titre personnel :*

*Monsieur (ou Madame) ... conserve, à titre personnel, un traitement correspondant à l’Indice Majoré …, jusqu'au jour où il bénéficiera dans son grade d'un traitement au moins égal.*

**Article 2 :**

Le Directeur Général des Services *(ou la secrétaire de mairie, le Directeur…)* est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur *(ou Madame)*...

**Article 3 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif d’Amiens dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l’application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Président du Centre de Gestion de l’Oise et au comptable de la collectivité.

Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ...

(date et signature) Le Maire *(ou le Président)*,